



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Exercice clos au
31 décembre 2025

Laboratoires Euromedis
ZA de la Tuilerie
60290 Neuilly-sous-Clermont
RCS Beauvais 407 535 517

<https://www.laboratoires-euromedis.fr/>

03 44 73 83 60



Table des matières

DÉCLARATION DES PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL (ARTICLE 222-3 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS)	4
A. RAPPORT DE GESTION	5
1. Informations économiques	5
1.1 Evènements marquants de l'exercice, activité et résultats de la société :	5
1.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir	6
1.3 Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice	6
1.4 Activité en matière de recherche et de développement	6
1.5 Activité des filiales et participations	6
1.6 Gestion des risques	6
1.7 Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	8
2. Informations juridiques	9
2.1 Détention du capital	9
2.2 Prises de participation, prises de contrôle ou cession de participations	9
2.3 Participation des salariés au capital	9
2.4 Distributions antérieures de dividendes	9
2.5 Dépenses non déductibles fiscalement	9
2.6 Attributions d'actions gratuites	10
2.7 Opérations de rachat d'actions	10
2.8 Options de souscription et d'achat d'actions	10
2.9 Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices	10
3. Informations sociales, sociétales et environnementales	11
3.1 Informations sociales	11
3.2 Informations environnementales	11
4. Informations diverses	12
4.1 Délai de paiement des fournisseurs	12
4.2 Délai de paiement des clients	12
B. RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	13
1. Gouvernance	13
1.1 Code de référence	13
1.2 Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration	13
1.3 Composition du Conseil d'Administration	13
1.4 Liste des mandats et fonctions	14
2. Tableau de délégations des pouvoirs	15
3. Conventions conclues par un mandataire social ou un actionnaire significatif de la société avec une filiale	15
4. Informations prévues par l'article L.225-37-5 du code de commerce	15
C. COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2025	16
1. Rapport des commissaires aux comptes	16
2. Bilan et compte de résultat	20
3. Annexes	23
3.1 Règles et méthodes comptables	23
3.2 Changement de méthodes comptables et de présentation	24

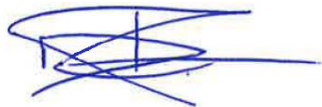
3.3	Autres éléments significatifs de l'exercice.....	24
3.4	Faits marquants de l'exercice	24
3.5	Evénements post-clôture	25
4.	Notes sur le Bilan - actif.....	25
5.	Notes sur le bilan - passif	26
6.	Notes sur le compte de résultat	27
7.	Autres informations	27
8.	Détail des postes concernés par le chevauchement d'exercice	28
9.	Tableau des filiales et participations	28
10.	RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES	29

DÉCLARATION DES PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL (ARTICLE 222-3 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS)

Monsieur Mathieu Roturier, Président du Conseil d'Administration de la société LABORATOIRE EUROMEDIS, atteste qu'à sa connaissance les comptes au 31 décembre 2025 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Fait à Neuilly sous Clermont
Le 24 avril 2026

M. Mathieu ROTURIER



A. RAPPORT DE GESTION

1. Informations économiques

1.1 Evènements marquants de l'exercice, activité et résultats de la société :

Les comptes de l'exercice 2025 ont été établis en tenant compte de l'application du nouveau règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2022-06, qui modifie notamment la présentation du résultat exceptionnel dans les comptes établis selon les normes françaises, sans impact significatif sur les comptes de l'exercice.

Ils intègrent par ailleurs la comptabilisation de deux éléments non récurrents. Dans le prolongement des procédures affectant les sociétés Groupe Gaillard et Paramat, un coût complémentaire de 0,5 M€ a été enregistré, avec un impact également sur la trésorerie de la société. En outre, une provision de 1,15 M€ a été constatée au titre d'un contrôle fiscal en cours.

La société conteste tant ce coût complémentaire que les redressements notifiés et espère un dénouement de ces dossiers au cours de l'exercice 2026.

(en millions d'euros)	31/12/2024	31/12/2025	2024/2025	
	12 mois	12 mois	var	%
Chiffre d'affaires	36.2	40.8	4.6	13%
coûts de transports sur achats	(3.1)	(2.1)	1.0	32%
marge brute (*)	9.6	12.3	2.7	28%
en % de CA	26.5%	30.1%		
EBE	(1.3)	1.2	2.5	192%
résultat d'exploitation	0.5	0.3	-0.2	-40%
en % de CA	1.4%	0.7%		
résultat avant impôt	0.4	0.6	0.2	50%
résultat net	(6.1)	(0.1)	6.0	98%
en % de CA	-16.9%	-0.2%		

(*) y compris coûts de transports sur achats

capitaux propres	16.5	16.4
dette financière nette	(7.2)	(10.8)
gearing	-43.6%	-65.9%

L'exercice a bénéficié, en année pleine, des effets de la réorganisation logistique engagée en 2024 ainsi que de la poursuite de la diversification des gammes et du développement des activités à l'export, contribuant à la progression de l'activité et à l'amélioration de la rentabilité.

Le chiffre d'affaires net de la société ressort à 40,8 M€ sur l'exercice clos contre 36,2 M€ en 2024, traduisant une progression de 13 % de l'activité.

La marge brute (transports sur achats inclus) ressort à 12,3 M€ sur l'exercice 2025 contre 9,6 M€ en 2024, en progression de 28 %. Le taux de marge s'élève ainsi à 30,1 % contre 26,5 % sur l'exercice précédent, bénéficiant notamment de l'amélioration des conditions d'approvisionnement et de la dynamique favorable du taux de change €/€ sur l'année.

L'EBE ressort bénéficiaire à 1,2 M€ contre -1,3 M€ en 2024, confirmant l'amélioration de la rentabilité opérationnelle.

Le résultat d'exploitation s'établit à 0,3 M€, demeurant positif pour la deuxième année consécutive.

1.2 Evolution prévisible et perspectives d'avenir

L'exercice 2026 devrait s'inscrire dans la continuité de la dynamique commerciale observée en 2025, soutenue par la poursuite des actions d'amélioration de l'efficacité opérationnelle engagées par la société et le développement de l'ensemble de ses activités.

L'année 2026 demeurera toutefois marquée par des incertitudes liées à l'environnement géopolitique international et plus particulièrement aux tensions persistantes au Moyen-Orient, notamment dans le cadre de la guerre en Iran. À la date d'arrêté des comptes, la société n'anticipe pas d'impact majeur sur son activité ou ses charges d'exploitation mais elle demeure néanmoins vigilante à l'évolution de la situation qui est susceptible de générer des volatilités sur le taux de change €/\$, sur le prix des matières premières ainsi que sur les coûts de transports (amonts et aval).

1.3 Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Postérieurement à la clôture de l'exercice, la société a procédé à la cession de l'ensemble immobilier situé à Neuilly-sous-Clermont. Cette opération s'inscrit dans la continuité de la réorganisation logistique engagée par le groupe et contribue à l'optimisation de sa structure de coûts. Ses incidences financières seront comptabilisées au cours de l'exercice 2026.

1.4 Activité en matière de recherche et de développement

La Société ne développe pas directement de politique de recherche et de développement.

1.5 Activité des filiales et participations

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6, alinéa 2 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'activité et des résultats de la seule filiale de Laboratoires Euromedis :

LABORATOIRES EUROMEDIS Italie : activité de négoce de matériel médical

Statut	Dénomination	Siège social	Capital (en €)	Contrôle (en %)
Filiale	SARL Laboratoires Euromedis Italie	ZA la Tuilerie - 60290 Neuilly-sous-Clermont	10 000	89%
Participation	SAS Medis Santé	181 rue Eugène PIRON - 13300 SALON DE PROVENCE	15 000	33.33%

1.6 Gestion des risques

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs autres que ceux présentés.

La Société n'identifie pas, à ce jour, de stratégie ou facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur ses opérations.

Les risques que la Société estime comme les plus significatifs sont les suivants :

a. Risques de marchés

Les risques de marché correspondent aux risques des variations de prix de marché (change, taux d'intérêt, ...) qui peuvent affecter le résultat du groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion des risques de marché a pour objectif de les contrôler et de les limiter.

Risque de change

Alors que l'essentiel des ventes de la société est effectué en euro, une part importante des achats sont libellés en USD ce qui génère un risque de change pour la société. Les cours sont révisés à chaque campagne d'achat afin de maîtriser l'impact des variations monétaire sur les marges.

Risque de taux

Dans le cadre du financement de son exploitation, la société utilise des financements à taux fixe ou variable (Euribor), qu'il s'agisse de concours bancaires, de dettes financières ou obligataires.

Risques sur matières premières

Les principales matières premières utilisées dans les produits de la société sont le latex, le coton, les dérivés du pétrole, et la pâte à papier.

b. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la société ne puisse faire face aux besoins générés par son activité. Ce risque est étroitement et périodiquement apprécié à l'aide des procédures de reporting financier.

c. Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie représente le risque de pertes financières dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

d. Risques liés à l'activité de la société

Risques commerciaux

La société constate une concentration de sa clientèle hospitalière et des collectivités médicales, ce qui induit une pression sur les prix et les marges dans la mesure où le chiffre d'affaires de la société est réalisé en grande partie sur des appels d'offres.

Risques liés aux fournisseurs

La société compte environ 500 fournisseurs réguliers et aussi souvent que possible au minimum deux fournisseurs par type de produits.

La société ne signe pas d'engagement de volume avec ses fournisseurs. Les conditions tarifaires sont renégociées régulièrement, et en particulier en cas de variation importante des devises ou des matières premières.

Risques liés à la défaillance d'un produit

La distribution d'un produit défectueux peut être à l'origine d'un problème de santé publique. La société prend en charge la responsabilité des produits et de leur bonne utilisation vis-à-vis du consommateur final du fait de son propre marquage CE.

Le département Qualité est garant du respect des normes réglementaires ainsi que de la mise en place de procédures de contrôle qualité.

Le groupe est régulièrement contrôlé par des organismes de contrôle et de certifications externes qui s'assurent du respect des normes réglementaires.

Risques industriels liés à l'environnement

La société prend en considération la dimension environnementale et aussi afin de répondre aux demandes des clients, elle met en place depuis plusieurs années les actions suivantes :

- Actions et engagements pour l'impact écologique
- Cycle de fabrication et d'acheminement
- Réduction de la consommation de papier et dématérialisation de la transmission documentaire

e. Faits exceptionnels et litiges

A la connaissance de la Société, il n'existe pas au 31 décembre 2025, ni à la date d'établissement du présent rapport, de faits exceptionnels ou litiges pouvant avoir, ou ayant eu dans le passé, une incidence matérielle sur son activité, ses résultats, sa situation financière ou son patrimoine, au-delà des éléments ci-après exposés.

Dans le prolongement des procédures affectant les sociétés Groupe Gaillard et Paramat, un coût complémentaire de 0,5 M€ a été enregistré au cours de l'exercice 2025, avec un impact de même nature sur la trésorerie de la Société.

Par ailleurs, un contrôle fiscal en cours a conduit la Société à constater une provision de 1,15 M€ au titre de l'exercice.

La Société conteste tant le bien-fondé de ce coût complémentaire que les redressements notifiés dans le cadre du contrôle fiscal précité, et entend poursuivre activement la résolution de ces dossiers. Elle espère un dénouement favorable de l'ensemble de ces procédures au cours de l'exercice 2026.

1.7 Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

a. Organisation du contrôle interne au sein de la société

Acteurs internes

Compte-tenu de la taille de la Société, le rôle de la direction et des principaux cadres dirigeants est prépondérant dans l'organisation du contrôle interne.

- La Direction Générale

La Direction Générale met en œuvre les orientations stratégiques validées par le Conseil d'Administration. Elle est responsable de l'élaboration des procédures et des moyens et mise en œuvre pour assurer le fonctionnement et le suivi du contrôle interne.

- Le Conseil d'Administration

Il détermine les orientations de l'activité de la Société et contrôle leurs mises en œuvre par les dirigeants mandataires sociaux. Sous réserve des pouvoirs qui sont expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

- Les équipes financières et comptables

Le contrôle interne au sein de la société repose sur une implication des responsables des différentes unités opérationnelles.

La fonction financière de la société est assistée d'un département contrôle de gestion.

La mise en place d'un contrôle de gestion permet à la Direction de piloter et d'orienter ses décisions en s'appuyant sur des tableaux de bord.

Un arrêté semestriel permet à la direction d'apporter d'éventuelles corrections en matière de gestion financière, commerciale et technique.

Acteurs externes

Il s'agit principalement des Commissaires aux Comptes qui procèdent à l'audit des comptes sociaux.

En tant que responsable de l'établissement des comptes et de la mise en œuvre des systèmes de contrôle interne comptable et financier, le Conseil d'Administration échange avec les Commissaires aux Comptes.

Ces derniers ont fait part de leurs travaux sur les procédures, ainsi que de leurs conclusions sur les arrêtés de comptes.

b. Procédures mises en place au sein de la Société

Procédures générales

Les procédures principales concernant Laboratoires Euromedis sont les autorisations de signatures bancaires et les engagements de dépenses de la Société contrôlés par le Président, et, en fonction du degré d'importance, par le Conseil d'Administration.

Procédures concernant la production et le contrôle des informations à caractère comptable et financier

Une situation intermédiaire et les comptes annuels de la Société sont établis en normes françaises. Les Commissaires aux Comptes contrôlent les comptes à l'état de projet avant que ces derniers ne soient arrêtés par le Conseil d'Administration.

La cohérence entre le chiffre d'affaires issu de la gestion commerciale et celui repris par la comptabilité générale fait l'objet d'un contrôle mensuel.

Procédure budgétaire

Un budget prévisionnel est établi pour la société à la fin de chaque exercice pour le suivant. Il est établi en tenant compte :

- de l'activité de l'exercice précédent,
- des perspectives commerciales,
- de l'analyse de l'ensemble des frais généraux et de la masse salariale.

2. Informations juridiques

2.1 Détention du capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit Code, nous portons à votre connaissance l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des 2/3 du capital social ou des droits de vote au 31 décembre 2025.

détention du capital	31.12.2024		31.12.2025			
	nbre de titres	%	nbre de titres	%	droits de vote	%
NINA	1 849 283	64.32%	1 849 283	64.06%	3 640 642	78.35%
Auto détention	30 764	1.07%	31 410	1.09%		
Public	994 939	34.61%	1 006 061	34.85%	1 006 061	21.65%
Total	2 874 986		2 886 754		4 646 703	

2.2 Prises de participation, prises de contrôle ou cession de participations

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 du Code de commerce, nous vous informons que notre Société n'a pas pris, au cours de l'exercice, de participation dans une société ayant son siège social sur le territoire de la République française représentant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers ou de la moitié du capital de cette société, et ne s'est pas non plus assuré le contrôle d'une telle société.

2.3 Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous précisons que la participation des salariés au capital de la Société à la clôture de l'exercice représente 770 actions.

2.4 Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

2.5 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, les dépenses et charges visées à l'article 39-4 représentent un montant de 13 923€.

2.6 Attributions d'actions gratuites

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, nous vous communiquons les informations relatives aux opérations d'attribution gratuite d'actions effectuées au profit du personnel et/ou mandataires sociaux du Groupe ne détenant pas plus de 10 % du capital social de notre Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Aucune action gratuite n'a été attribuée au cours de l'exercice 2025.

2.7 Opérations de rachat d'actions

Usant de la faculté que l'Assemblée Générale, chaque année et pour la dernière fois le 26 juin 2025, lui consent pour 18 mois, le Conseil d'Administration a procédé à l'acquisition et la vente de titres LABORATOIRES EUROMEDIS dans le cadre du contrat de liquidité.

Ainsi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la société a acquis 40 693 actions dans le cadre de la régulation des cours au cours moyen de 4,07€, soit un montant global de 165 619,25€. Elle a par ailleurs cédé 40 789 actions au cours moyen de 4,02 €, soit un montant global de 164 058,09€.

Au 31 décembre 2025, la société détenait ainsi un total de 31 410 actions.

2.8 Options de souscription et d'achat d'actions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, aucune opération n'a été réalisée en vertu des dispositions des articles L. 225-177 à L. 225-186 dudit Code relatifs aux options d'achat et de souscription d'actions.

2.9 Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, figure ci-dessous le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

Données en k€	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
I. Situation financière en fin d'exercice :					
a) Capital Social	5 774	5 750	5 750	6 021	6 021
b) Nombre d'actions émises	2 886 754	2 874 986	2 874 883	3 010 488	3 010 488
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	613 207	624 975	572 743	572 743	572 743
II. Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	40 848	36 215	34 039	1 747	2 421
b) Bénéfices avant impôt, amortissements et provisions	1 480	-1 745	3 084	-53	-2 290
c) Impôt sur les bénéfices	683	-3	269	-	479
d) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	-132	-6 108	13 110	-264	-921
e) Résultat distribué	-	-	-	-	-
f) Participation des salariés	-	-	-	-	3
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfices après impôts mais avant amortissement et provisions	0.28	-0.61	0.98	-0.02	0.00
b) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	-0.05	-2.12	4.56	-0.09	-0.30
c) Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
IV. Ventilation de la nature des actions					
a) Nombre d'actions à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
b) Nombre maximum d'actions futures à créer	613 207	624 975	572 743	572 743	572 743
V. Personnel					
a) Nombre de salariés	40	44	54	16	21
b) Montant de la masse salariale	1 855	2 218	3 159	583	1 024
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	748	882	1 048	220	389

3. Informations sociales, sociétales et environnementales

3.1 Informations sociales

Les tableaux font état de la situation de la société au 31 décembre de chaque année :

Effectif			
	2025	2024	2023
Hommes	9	15	46
Femmes	31	29	8
Total	40	44	54

Age & Ancienneté				
		2025	2024	2023
Age moyen	Hommes	47	48	43
	Femmes	39	40	42
Ancienneté moyenne	Hommes	6	9	9
	Femmes	7	8	7

Organisation du temps de travail			
	2025	2024	2023
Temps plein	38	43	49
Temps partiel	2	1	5
Total	40	44	54

Départs			
	2025	2024	2023
Démissions	7	4	3
Ruptures conventionnelles	2	3	4
Licenciements	2	9	19
Fin de CDD	2	1	6
Retraite	0	0	3
Fin de période d'essai	7	2	2
Décès	0	0	0
Autre	0	0	0
Total	20	19	37

Rémunération brute mensuelle moyenne (en €)				
		2025	2024	2023
Non Cadres	Hommes	3 232	2 414	2 405
	Femmes	2 272	2 704	2 416
Cadres	Hommes	4 917	5 050	4 664
	Femmes	3 856	3 948	4 104

Montant moyen brut de la participation par bénéfice (en €)			
	2025	2024	2023
Participation	0 €	0 €	0 €
Intéressement	0 €	0 €	0 €
Total	0 €	0 €	0 €

Travailleurs handicapés			
	2025	2024	2023
Nombre de travailleurs handicapés	1	3	3

Absences			
	2025	2024	2023
Maladie et cures	619	577	463
Accident du travail / MP	397	229	235
Maternité	0	119	13
Total	1016	925	711

Accident du travail			
	2025	2024	2023
Nombre d'accident du travail	4	3	8

3.2 Informations environnementales

L'activité de la Société n'étant pas de caractère industriel, celle-ci ne saurait être susceptible de porter atteinte à l'équilibre biologique et à l'environnement en général. Les infrastructures de la Société sont composées de locaux de stockage.

Soucieux de son impact sur l'environnement, une charte qualité et environnementale a été mise en place. Le système de management intègre la certification ISO 13485 propre aux dispositifs médicaux. Dans le même temps, la Société reste soucieuse dans le choix de ses partenaires quant au respect de leur responsabilité sociale et environnementale. Ceux-ci sont ainsi systématiquement évalués et des critères environnementaux ont été intégrés dans les contrats.

Actions et engagements pour l'impact écologique

Plusieurs sous-traitants ont décidé de suivre la voie de la certification ISO 14001 (mise en place d'actions comme la réduction de la production de déchets ou encore utilisation des énergies renouvelables). L'amélioration écologique des process de fabrication est constante et les produits sont de plus en plus respectueux de l'environnement.

Cycle de fabrication et d'acheminement

L'étude du cycle de vie de nos produits a permis de définir les critères environnementaux à suivre par nos fournisseurs. Ces derniers sont définis dans les contrats et spécifient les points suivants :

- Etude des process utilisés et recherche des améliorations dans le domaine de la pollution environnementale (consommation énergétique, rejets des polluants, etc.),
- Traitement et recyclage des déchets,
- Suivi des émissions de CO2 afin d'évaluer les quantités émises et les possibilités de réductions,

- Etudes logistiques sur :
 - ✓ Les packagings recyclables
 - ✓ Les volumes transportés
 - ✓ Les moyens de transports
 - ✓ L'ensemble des fournisseurs est évalué lors d'audit ponctuels sur site
 - Réduction de la consommation de papier et dématérialisation de la transmission documentaire
- La société a mis en place et développé un système informatique (ERP), afin d'optimiser les relations commerciales. La dématérialisation permet la réduction notable du papier.
- D'une manière générale, la société fait ses meilleurs efforts dans le cadre de l'exercice de ses activités afin d'obtenir de ses partenaires qu'ils prennent l'engagement d'exercer leurs activités en évitant ou limitant, autant que les techniques disponibles le permettent, les atteintes à l'environnement.

La société s'est engagée également dans une démarche de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), matérialisée notamment par sa participation aux évaluations EcoVadis. En novembre 2025, cette démarche a été reconnue par l'obtention d'un score global de 65/100, valant à la société la médaille de bronze EcoVadis, pour une durée d'un an. Cette distinction témoigne de la volonté de progresser de manière continue sur les enjeux environnementaux, sociaux et éthiques.

Perspectives

La société évolue de façon constante du fait de sa politique de développement ambitieuse. Sur le plan environnemental, des moyens humains et financiers sont mis en œuvre pour améliorer les performances et réfléchir à des solutions de développement durable innovantes et pérennes.

4. Informations diverses

4.1 Délai de paiement des fournisseurs

Conformément aux dispositions des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, la décomposition, à la date du 31 décembre 2025, des délais de paiement des fournisseurs par date d'échéance est la suivante :

Tranches de retard de paiement	Jusqu'à 30 jours	Jusqu'à 60 jours	Jusqu'à 90 jours	Plus de 90 jours	Total
Montant total TTC	575 492.61	5 034 258.46	1 084 777.06	634 721.31	7 329 249.44
% des achats TTC de l'exercice	1.54%	13.45%	2.90%	1.70%	19.58%
Nombre de factures	310	219	103	33	665
Factures échues du A relatives à des créances litigieuses non comptabilisés					
Montant total TTC des factures concernées	Non applicable				
Délais de paiement de référence utilisé					
Délai de paiement utilisé pour le calcul	Délai contractuel				

Nous vous précisons que ces montants ne prennent en compte que ceux les factures reçues et échues à la date de clôture de l'exercice.

4.2 Délai de paiement des clients

Tranches de retard de paiement	Jusqu'à 30 jours	Jusqu'à 60 jours	Jusqu'à 90 jours	Plus de 90 jours	Total
Montant total TTC	-691 155.72	1 036 693.43	7 370 904.62	351 085.21	8 067 527.54
% des ventes TTC de l'exercice	-1.44%	2.16%	15.35%	0.73%	16.80%
Nombre de factures	1 493	2 054	11 007	171	14 725
Factures échues du A relatives à des créances litigieuses non comptabilisés					
Montant total TTC des factures concernées	Non applicable				
Délais de paiement de référence utilisé					
Délai de paiement utilisé pour le calcul	Délai contractuel				

Nous vous précisons que ces montants ne prennent en compte que ceux les factures émises et échues à la date de clôture de l'exercice.

B. RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. Gouvernance

1.1 Code de référence

Il a été choisi de se référer au code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites (VaMPs) établi par MIDDLENEXT, disponible sur le site de MiddleNext (www.middlenext.com dans la rubrique « actualités »), ci-après « le code de référence », estimant qu'il est le plus adapté à la taille et à la structure de l'actionnariat de votre Société.

Le code MiddleNext contient des points de vigilance qui rappellent les questions que le Conseil d'Administration doit se poser pour favoriser le bon fonctionnement de la gouvernance ainsi que des recommandations.

1.2 Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a adopté son règlement intérieur lors de sa séance du 24 juin 2019.

Le Conseil d'Administration exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par la Direction Générale. Il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'Administration doit autoriser au préalable la Direction Générale à conclure les prêts, les emprunts, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux, les achats d'immeubles, la constitution de sociétés et tous apports à des sociétés constituées, ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, les sûretés, cautions, avals ou garanties au nom de la société. Il autorise les conventions réglementées visées ci-après.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle ses observations sur le rapport de gestion, ainsi que sur les comptes de l'exercice. Conformément à l'article L. 823-17 du Code de commerce, les Commissaires aux Comptes ont été convoqués à toutes les réunions du Conseil d'Administration qui examinent ou arrêtent les comptes annuels, ainsi qu'à toutes les assemblées d'actionnaires.

Tous les documents, dossiers techniques et informations nécessaires à la mission des membres du Conseil d'Administration leur ont été communiqués avant les réunions et plus généralement dès qu'un événement majeur le justifie.

Réunions du Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'Administration s'est réuni à 2 reprises. Ces réunions ont porté sur l'examen des comptes de la société.

A l'issue de chaque réunion, un procès-verbal est établi par le secrétaire nommé par le conseil, communiqué sans délai à ses membres et approuvé lors de la réunion suivante.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration au cours de la séance du 24 avril 2026.

1.3 Composition du Conseil d'Administration

L'article 14.1 des statuts de votre Société dispose que le Conseil d'Administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, nommés pour une durée de trois années. Il n'est pas nécessaire, pour être élu membre du Conseil d'Administration, d'être propriétaire d'actions de la Société.

Il est à ce jour composé de quatre membres dont la désignation suit :

- Monsieur Mathieu ROTURIER *Président*
Fin de mandat : lors de l'assemblée générale qui clos l'exercice du 31 décembre 2027
- Société NINA,
représentée par Monsieur Joseph ASSELIN *Membre*
Fin de mandat : lors de l'assemblée générale qui clos l'exercice du 31 décembre 2027
- Société KELLY,
représentée par Madame Marion TRAMIER *Membre*
Fin de mandat : lors de l'assemblée générale qui clos l'exercice du 31 décembre 2027
- Société YOKO
Représentée par Monsieur Florent BAILLERGEAU *Membre*
Fin de mandat : lors de l'assemblée générale qui clos l'exercice du 31 décembre 2027

En conformité avec la recommandation n°1 du Code MiddleNext, chaque membre du Conseil est sensibilisé aux responsabilités qui lui incombent au moment de sa nomination et est encouragé à observer les règles de déontologie relatives à son mandat :

- Se conformer aux règles légales de cumul des mandats ;
- Informer le conseil en cas de conflit d'intérêt survenant après l'obtention de son mandat ;
- Faire preuve d'assiduité aux réunions du Conseil et des Assemblées générales ;
- S'assurer qu'il possède toutes les informations nécessaires sur l'ordre du jour des réunions du Conseil avant de prendre toute décision ;
- Respecter le secret professionnel.

Ayant été nommés pour 3 ans lors de l'Assemblée Générale du 26 juin 2025 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tous les administrateurs verront leurs mandats arriver à échéance lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

A la connaissance de la Société, aucun des membres du Conseil d'Administration, n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années. Aucun de ses membres n'a participé en qualité de dirigeant à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation judiciaire au cours des cinq dernières années et aucun n'a fait l'objet d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire. Aucun de ses membres n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur, ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

Il n'existe pas, à la connaissance de la Société, de conflit d'intérêts entre les intérêts privés des membres du Conseil d'Administration de la Société et leurs devoirs à l'égard de celle-ci. Aucun prêt ou garantie n'est accordé par la Société en faveur des membres du Conseil d'Administration.

1.4 Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, 1° du Code de commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

Mathieu ROTURIER	SA LABORATOIRES EUROMEDIS	Président Directeur Général / fin du mandat : AG 31.12.2027
	SARL LABORATOIRES EUROMEDIS Italie	Gérant
Société KELLY	SA LABORATOIRES EUROMEDIS	Administrateur / fin du mandat : AG 31.12.2027
	SA SICATEC	Administrateur
Société NINA	SA LABORATOIRES EUROMEDIS	Administrateur / fin du mandat : AG 31.12.2027
Société YOKO	SA LABORATOIRES EUROMEDIS	Administrateur / fin du mandat : AG 31.12.2027

2. Tableau de délégations des pouvoirs

Le tableau ci-après rappelle les délégations consenties par les précédentes Assemblées Générales au Conseil d'Administration.

DATE AG	DUREE	N° RESO	DELEGATIONS	USAGE
26-juin-25	18 mois	9ème	Autorisation donnée en vue de l'achat par la Société de ses propres actions dans la limite de 10 % du capital social	usage fait dans le cadre du contrat de liquidité
26-juin-25	18 mois	10ème	Autorisation donnée en vue de réduire le capital social par l'annulation des actions détenues en propre par la Société dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois	
26-juin-25	26 mois	11ème	Autorisation d'augmenter le capital avec maintien du DPS, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société	usage fait dans le cadre de l'émission des OCA dont certaines ont été converties au cours de l'exercice clos
26-juin-25	26 mois	12ème	Autorisation en vue d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires avec suppression du DPS, dans le cadre d'une offre au public	
26-juin-25	26 mois	13ème	Autorisation en vue d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires avec suppression du DPS, dans le cadre d'une offre par placement privé	
26-juin-25	26 mois	14ème	Autorisation de procéder à une augmentation de capital par incorporation de primes, réserves ou bénéfices	
26-juin-25	26 mois	15ème	Autorisation de fixer le prix d'émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10% du capital dans le cadre d'une offre au public sans DPS	
26-juin-25	26 mois	16ème	Autorisation de procéder à une augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature (titres de Société ou valeurs mobilières donnant accès au capital)	
26-juin-25	26mois	17ème	Autorisation d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentations de capital (décidées en application des 11 ^{ème} à 14 ^{ème} résolutions), avec ou sans DPS, en cas de demandes excédentaires	
26-juin-25	26 mois	18ème	Autorisation d'émettre toutes valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance	
26-juin-25	26 mois	19ème	Autorisation de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un PEE	

3. Conventions conclues par un mandataire social ou un actionnaire significatif de la société avec une filiale

En application des dispositions de l'article L. 225-37-4, 2° du Code de commerce, nous vous indiquons qu'aucune convention n'est intervenue, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, et selon le cas, l'un des membres du Conseil d'Administration, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société et, d'autre part, une autre société dont la Société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

4. Informations prévues par l'article L.225-37-5 du code de commerce

Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11

Aucune restriction de cette nature n'est prévue.

Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12

détention du capital	31.12.2024		31.12.2025			
	nbre de titres	%	nbre de titres	%	droits de vote	%
NINA	1 849 283	64.32%	1 849 283	64.06%	3 640 642	78.35%
Auto détention	30 764	1.07%	31 410	1.09%		
Public	994 939	34.61%	1 006 061	34.85%	1 006 061	21.65%
Total	2 874 986		2 886 754		4 646 703	

C. COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2025

1. Rapport des commissaires aux comptes

LABORATOIRES EUROMEDIS
Société Anonyme au capital de € 5.773.508
Z.A. de la Tuilerie – 12 rue Pierre Bray
60290 NEUILLY-SOUS-CLERMONT

RAPPORT
des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société LABORATOIRES EUROMEDIS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **LABORATOIRES EUROMEDIS**, relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe de l'annexe des comptes annuels « 3.1 REGLES ET METHODES COMPTABLES » concernant le nouveau règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2022-06 appliqué par la société et le paragraphe « 3.2 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE ET DE PRESENTATION » relatif aux impacts sur les comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

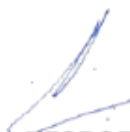
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.
Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bordeaux et Didenheim, le 29 avril 2026

Les Commissaires aux comptes

GCL AUDIT & CONSEIL



Olivier DESBORDES

SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION



Philippe PFLIMLIN

2. Bilan et compte de résultat

BILAN ACTIF

	2025			2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	357 869	307 605	50 263	54 451
Immobilisations incorporelles en cours, avance et acomptes	247 200		247 200	
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	605 069	307 605	297 463	54 451
Immobilisations corporelles				
Terrains	265 512		265 512	265 512
Constructions	607 618	365 372	242 246	324 073
Installations techniques, matériel et outillage industriels	145 514	145 514		
Autres immobilisations corporelles	1 304 132	1 136 583	167 548	214 440
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	17 464		17 464	8 609
<i>Total immobilisations corporelles</i>	2 340 242	1 647 470	692 771	812 635
Immobilisations financières (2)				
Participations	77 000		77 000	77 000
Autres titres immobilisés	4 123 127	4 000 000	123 127	135 361
Autres immobilisations financières	56 383		56 383	62 124
<i>Total immobilisations financières</i>	4 256 510	4 000 000	256 510	274 486
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (III)	7 201 822	5 955 075	1 246 746	1 141 573
Stocks et en-cours				
Marchandises	10 545 038	295 093	10 249 945	11 943 145
Avances et acomptes versés sur commandes	529 267		529 267	1 826 944
<i>Total stocks et en-cours</i>	11 074 305	295 093	10 779 212	13 770 089
Créances (3)				
Créances clients et comptes rattachés	10 769 631	1 041 958	9 727 672	7 747 557
Autres créances	1 046 069		1 046 069	894 233
Charges constatées d'avance	19 907		19 907	55 327
<i>Total créances</i>	11 835 609	1 041 958	10 793 650	8 697 117
Valeurs mobilières de placement				
Autres titres	1 999 038	1 999 038		
Disponibilités	16 671 637		16 671 637	15 179 541
<i>Total valeurs mobilières de placement</i>	18 670 675	1 999 038	16 671 637	15 179 541
TOTAL ACTIF CIRCULANT (IV)	41 580 590	3 336 089	38 244 500	37 646 749
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Actif (VII)	1 596		1 596	(355)
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V + VI + VII)	48 784 009	9 291 165	39 492 844	38 787 967

BILAN PASSIF

	2025	2024
Capital		
Dont versé :	5 773 508	5 749 972
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 764 103	9 731 153
Réserves		
Réserve légale	574 976	574 976
Autres réserves	2 629 206	2 629 206
Report à nouveau	(2 201 500)	3 906 577
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(131 774)	(6 108 078)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (I)	16 408 519	16 483 807
Provisions pour risques	2 632 212	1 987 449
Provisions pour charges		
TOTAL DES PROVISIONS (II)	2 632 212	1 987 449
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles	2 943 393	2 999 880
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 991 571	5 025 219
Emprunts et dettes financières diverses (2)	171 612	11 798
<i>Total dettes financières</i>	6 106 577	8 036 897
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 924 507	9 544 917
Dettes fiscales et sociales	1 444 228	1 115 920
<i>Total dettes d'exploitation</i>	11 368 735	10 660 837
Dettes diverses		
Autres dettes	2 933 806	1 618 975
<i>Total dettes diverses</i>	2 933 806	1 618 975
TOTAL DES DETTES (1) (III)	20 409 119	20 316 709
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (IV)	42 993	
TOTAL GENERAL DU PASSIF (I + II + III + IV)	39 492 844	38 787 967

COMPTE DE RESULTAT

	2025	2024
Produits d'exploitation		
Vente de marchandises	40 765 427	36 269 129
Production vendue	82 913	(54 048)
Montant net du chiffre d'affaires	40 848 341	36 215 081
Subventions	1 249	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	947 905	3 884 007
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6 000	
Autres produits	213 882	196 056
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	42 017 379	40 275 145
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	24 718 361	25 293 742
Variation de stocks (achat de marchandises)	1 672 069	(1 768 849)
Achat de matières premières et autres approvisionnements	287 250	285 085
Autres achats et charges externes (1)	9 764 003	10 422 505
<i>Total charges externes</i>	<i>36 441 684</i>	<i>34 232 484</i>
Impôts, taxes et versements assimilés	131 753	349 834
Salaires	1 855 317	2 218 368
Cotisations sociales	748 017	882 382
<i>Total charges de personnel</i>	<i>2 603 335</i>	<i>3 100 750</i>
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
- Sur immobilisations - dotations aux amortissements	219 538	221 932
- Sur actif circulant - dotations aux dépréciations	342 493	1 086 154
Dotations aux provisions	1 317 730	505 279
<i>Total dotations d'exploitation</i>	<i>1 879 762</i>	<i>1 813 365</i>
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	7 766	
Autres charges	640 651	324 963
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	41 704 954	39 821 397
RESULTAT D'EXPLOITATION	312 425	453 748
Produits financiers :		
De participation (2)	81 276	31 692
Autres intérêts et produits assimilés (2)	336 416	590 004
Reprises sur dépréciations et provisions	4 236	211 568
Différences positives de change	399 509	214 201
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	821 438	1 047 466
Charges financières :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 596	383 076
Intérêts et charges assimilées (3)	352 859	502 089
Différences négatives de change	228 668	182 273
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (VI)	583 124	1 067 439
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	238 313	(19 973)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)	550 738	433 774
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		(6 545 722)
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	682 513	(3 870)
5. RESULTAT NET	(131 774)	(6 108 078)

3. Annexes

L'exercice social clos le 31 décembre 2025 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 39 493k€, le résultat net comptable est une perte de 132k€. Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 24 avril 2026.

3.1 Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice 2025 ont été établis en tenant compte de l'application du nouveau règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2022-06, qui modifie notamment la présentation du résultat exceptionnel dans les comptes établis selon les normes françaises, sans impact significatif sur les comptes de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le principe de prudence et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices ;

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives.

En vue de l'établissement des états financiers, la direction de la Société peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur des actifs et passifs, des charges et produits, ainsi que les informations données dans les notes de l'annexe.

Déterminées sur la base des informations et estimations connues à la date d'arrêté des comptes, ces estimations et hypothèses peuvent, le cas échéant, s'avérer sensiblement différentes de la réalité. Ces hypothèses concernent notamment la valorisation des titres de participation et des prêts associés, les engagements envers les salariés et les provisions.

a. Amortissement de l'actif immobilisé

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

b. Provisions pour dépréciation d'actif

Elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

c. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

d. Titres de participation

Constituent des titres de participation, les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la société, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence notable sur la société ou d'en avoir le contrôle.

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition à la date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise. Des provisions pour dépréciation sont éventuellement constatées à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'utilité de la participation devient durablement inférieure à sa valeur comptable. La valeur d'utilité est déterminée soit en fonction de l'actif net comptable de la participation, soit en fonction de la valeur d'usage de la participation telle qu'évaluée par la direction sur la base d'une approche multicritères (cash-flows, situation nette éventuellement réévaluée, perspectives de rentabilité...).

e. Créances rattachées à des participations, créances clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque les chances de recouvrement d'une créance sont faibles. Cette analyse est effectuée en parallèle de l'appréciation de la valeur des titres de participation.

f. Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières correspondent principalement au compte espèce détenus dans le cadre du contrat de liquidité.

g. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces ou valeurs assimilables en banques et en caisse. Elles sont évaluées à leur valeur nominale.

h. Provision pour risques

Les provisions pour risques sont comptabilisées lorsque :

- L'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation
- Et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation en application du règlement CRC n°2000-06 sur les passifs. En fin d'exercice, cette estimation est faite sur la base des informations connues à la date d'établissement des comptes.

i. Dettes financières

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'actualisation.

3.2 Changement de méthodes comptables et de présentation

Les comptes de l'exercice 2025 ont été établis en tenant compte de l'application du règlement ANC n°2022-06, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de méthode comptable appliqué de manière prospective. Les informations 2024, n'ont fait l'objet d'aucun retraitement et demeurent présentées selon les anciennes dispositions.

Ce changement de réglementation se traduit principalement par :

- La modification de certains intitulés et numéros de comptes, ainsi que la suppression de la technique des transferts de charges ;
- La modification de la présentation du résultat exceptionnel ;
- L'adaptation de certains postes du bilan et du compte de résultat.

Cela n'a pas eu d'impact matériel sur les comptes de l'exercice clos.

3.3 Autres éléments significatifs de l'exercice

Néant

3.4 Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2025 a été marqué par la comptabilisation de deux éléments non récurrents. D'une part, dans le prolongement des procédures affectant les sociétés Groupe Gaillard et Paramat, un coût complémentaire de 0,5 M€ a été enregistré au cours de l'exercice, avec un impact de même nature sur la

trésorerie de la Société. D'autre part, un contrôle fiscal en cours a conduit la Société à constituer une provision de 1,15 M€.

La Société conteste le bien-fondé de ces deux éléments et entend obtenir un dénouement favorable de l'ensemble de ces dossiers au cours de l'exercice 2026

3.5 Evénements post-clôture

Cession de l'ensemble immobilier de Neuilly-sous-Clermont

Postérieurement à la clôture de l'exercice, la société a procédé à la cession de l'ensemble immobilier situé à Neuilly-sous-Clermont. Cette opération s'inscrit dans la continuité de la réorganisation logistique engagée par le groupe et contribue à l'optimisation de sa structure de coûts. Ses incidences financières seront comptabilisées au cours de l'exercice 2026.

Contexte géopolitique — Moyen-Orient

Les opérations militaires engagées en Iran à compter du 28 février 2026, ainsi que leurs répercussions régionales, constituent un événement postérieur à la clôture de l'exercice 2025. À la date d'arrêté des comptes, la société n'anticipe pas d'impact majeur sur son activité ou ses charges d'exploitation. Elle demeure néanmoins vigilante, avec l'ensemble du groupe, à l'évolution de la situation et prend les mesures nécessaires pour en limiter les effets.

4. Notes sur le Bilan - actif

▪ Immobilisations brutes

Actif immobilisé en K€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Immobilisations incorporelles	347	270	12	605
Immobilisations corporelles	2 293	105	57	2341
Immobilisations financières	4 274		17	4257
TOTAL	6 914	375	86	7203

▪ Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions en K€	Ouverture	Dotation	Reprise	Clôture
Immobilisations incorporelles	293	28	13	308
Immobilisations corporelles	1 480	192	24	1648
Autres immobilisations financières	4 000			4000
Créances clients	998	48	4	1042
Stocks	274	295	274	295
TOTAL	7 045	563	315	7293

▪ Etat des créances

Etat des créances en K€	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	4180	180	4000
Actif circulant et charges d'avance	12365	12165	200
TOTAL	16545	12345	4200

5. Notes sur le bilan - passif

Capital social

Mouvements des titres	Nombre	Valeur nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	2 874 986	2,00	5 749 972
Titres émis *	11 768	2,00	23 536
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	2 886 754	2,00	5 773 508

*Conversion d'obligations en actions

Variation des capitaux propres

En K€	31/12/2024	Affectation du résultat	Paiement dividendes	Autres mouvements	Résultat 31/12/2025	31/12/2025
Capital social	5 750			24		5 774
Primes d'émission	9 731			33		9 764
Réserve légale	575					575
Autres réserves	2 629					2 629
Résultat	-6 108	6 108			-132	-132
Report à nouveau	3 907	-6 108				-2 202
TOTAL	16 484	0		57	-132	16 408

Provisions pour risques et charges

Provisions en K€	A l'ouverture	Dotation	Reprise	A la clôture
Provisions règlementées				
Provisions pour risques	1 987	1 319	675	2 631
TOTAL	1 987	1 319	675	2 631

Au 31 décembre 2025, le montant comptabilisé tient compte d'une provision à hauteur de 1,15M€ en lien avec le contrôle fiscal en cours.

Le reste correspond essentiellement à des risques et charges opérationnelles.

Etat des dettes

Etat des dettes en K€	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts Obligataires convertibles (2)	2 943		2 943	
Etablissements de crédit (1)	2 992	992	1 500	500
Dettes financières diverses	172	172		
Fournisseurs	9 925	9 925		
Dettes fiscales et sociales	1 476	1 476		
Autres dettes	2 934	2 934		
Produits constatés d'avance				

(1) Etablissements de crédit : Le PGE perçu d'un montant de 10.000 k€ sera remboursé sur une durée de 5 ans. Au 31/12/2025, le solde des PGE s'élève à 986k€.

Un prêt participatif relance de 2M€ a été souscrit, il sera remboursé sur 8 ans avec un différé de 4 ans.

(2) : Emprunt obligataire convertible en actions : en cas de conversion, une obligation permet de souscrire une action au prix de 4,80 €. Au 31 décembre 2025, 11.768 obligations ont été converties en actions. Il reste 613.207 obligations à rembourser.

- Charges à payer par poste du bilan

Charges à payer en K€	Montant
Intérêts courus	15
Fournisseurs FNP	2 546
Dettes fiscales et sociales	1 476
Autres dettes	2 934
TOTAL	6 971

6. Notes sur le compte de résultat

- Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'exercice correspond aux ventes de marchandises que la société Laboratoires Euromedis a réalisée sur l'exercice.

7. Autres informations

- Engagements donnés

Néant

- Engagements reçus

LABORATOIRES EUROMEDIS a bénéficié en 2020 d'un prêt de 10 M€ Garanti par l'Etat à hauteur de 9 M€. Le PGE perçu sera remboursé sans franchise sur une durée de 5 ans.

LABORATOIRES EUROMEDIS a bénéficié en 2023 d'un prêt de 2 M€ Garanti par l'Etat à hauteur de 1,8M€. Ce prêt sera remboursé sur une durée de 8 ans avec un différé de 4 ans.

- Contrat de liquidité

Dans le cadre de la gestion de son cours de bourse, Laboratoires Euromedis a souscrit un contrat de liquidité.

Au 31 décembre 2025, le compte de liquidité présente un solde « espèces » de 56k€ et un solde « titres » de 123k€ correspondant à 31 410 actions propres détenues à la clôture.

- Honoraire CAC

Les honoraires des commissaires aux comptes inscrit en charges s'élèvent à 27k€ au titre de l'exercice 2025.

- Effectif à la clôture de l'exercice

L'effectif de la SA Laboratoires Euromedis, au 31 décembre 2025, est de 40 salariés. L'effectif moyen sur l'année est de 41 salariés.

- Participation des salariés

Aucune provision n'a été enregistrée pour le versement d'une participation aux salariés.

- Rémunérations des membres des organes d'administration

Le montant global des rémunérations allouées au titre de la période, aux membres des organes d'administration de l'entreprise est nul. Au titre de son mandat, le Président du Conseil d'Administration n'a perçu aucune rémunération au cours de l'exercice 2025.

- Transaction avec les parties liées

Toutes les transactions conclues avec les parties liées concernent des transactions avec les filiales de Laboratoires Euromedis et sont conclues à des conditions normales de marché.

8. Détail des postes concernés par le chevauchement d'exercice

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

	Montants en k€
Factures à établir	39
Avoirs à établir et autres charges à payer	2 283
Charges constatées d'avance	20
Factures non parvenues	2 546
Avoir à recevoir	79
Dettes fiscales et sociales	1 476
TOTAL	5 499

9. Tableau des filiales et participations

Filiales et Participations	capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu	valeur brute des titres détenus	valeur nette des titres détenus	dividendes encaissés durant l'exercice
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations						
<u>Filiales (plus de 50% du capital détenu) :</u>						
Laboratoire Euromedis Italie	10 000 €	439 114 €	89%	8 900 €	8 900 €	0 €
<u>Participation (10 à 50 % du capital détenu) :</u>						
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations						
<u>Filiale non reprises en A</u>						
<u>Françaises</u>						
<u>Etrangères</u>						
<u>Participations non reprises en A</u>						
<u>Françaises</u>						
Medis Santé	15 000 €		33%	5 000 €	5 000 €	75 000 €
<u>Etrangères</u>						

10. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

1/3

LABORATOIRES EUROMEDIS
Société Anonyme au capital de € 5.773.508
Z.A. de la Tuilerie – 12 rue Pierre Bray
60290 NEUILLY-SOUS-CLERMONT

RAPPORT SPECIAL
des commissaires aux comptes
sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale de la société LABORATOIRES EUROMEDIS,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Bordeaux et Didenheim, le 29 avril 2026

Les Commissaires aux comptes

GCL AUDIT & CONSEIL

A blue ink signature, appearing to be 'O. Desbordes', written in a cursive style.

Olivier DESBORDES

SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION

A blue ink signature, appearing to be 'P. Pflimlin', written in a cursive style.

Philippe PFLIMLIN